

UN APPEL À L'ACTION

Appui à la souveraineté alimentaire

Comme le Canada se prépare à accueillir la rencontre du G8 en juin 2010, c'est l'occasion pour les Canadiens et les Canadiennes de demander à leur gouvernement d'appuyer la souveraineté alimentaire et les petits agriculteurs dans les pays du Sud.

Les petits agriculteurs

Les paysans des pays du Sud, qui produisent la moitié des aliments consommés dans le monde, ont été durement touchés, d'une part par la réduction du financement accordé par leurs gouvernements au secteur agricole, et d'autre part par les règles du commerce international qui ne leur profitent aucunement. Les gouvernements du G8, y compris le Canada, sont responsables à plusieurs égards de ces difficultés, à cause des priorités qu'ils ont établies en matière de financement et de commerce depuis les trente dernières années.



50% à 80% de la population dans les pays du Sud vit à la campagne. Les moyens d'existence d'environ 1,5 milliard de personnes reposent sur l'agriculture à petite échelle. Comme d'autres emplois sont rares ou tout simplement

Ces dernières années, certains de nos partenaires, qui travaillent avec des mouvements nationaux et internationaux de petits agriculteurs tels que Via Campesina, ont développé le concept de la souveraineté alimentaire. Ils font la promotion d'une agriculture communautaire durable, compatible avec l'histoire et la culture de chaque pays et les besoins de sa population. En appuyant les petits agriculteurs, les marchés locaux et une agriculture durable et viable au plan écologique, la souveraineté alimentaire pose des balises pour l'avenir.

mondiale, l'Organisation pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), accordent de plus en plus d'importance à la souveraineté alimentaire. Dans une recherche menée récemment, des recommandations claires ont été faites sur la manière dont les petits agriculteurs pourraient être appuyés et sur les politiques agricoles à promouvoir pour atteindre la souveraineté alimentaire.

Les pays membres du G8 peuvent contribuer à changer les choses. Ils peuvent augmenter

leur financement à l'agriculture dans les pays du Sud et s'assurer qu'il est utilisé pour appuyer les petits paysans. Si la souveraineté alimentaire était atteinte, les populations rurales pourraient gagner leur vie et se nourrir dans la dignité.

« Ceux qui produisent leur propre nourriture ne souffrent jamais de la faim. » — proverbe haïtien

inexistants, l'accès à la terre arable, à l'eau potable, aux semences, au gibier et aux marchés locaux devient essentiel pour que les populations rurales puissent subsister.

Les agences de développement international, y compris la Banque



**Développement
et Paix**



Comment les petits agriculteurs ont perdu



Emprunter pour se nourrir

Dans les années 80 et 90, les pays du Sud endettés avaient désespérément besoin des prêts qui pouvaient être consentis par des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les politiques de ces institutions reflétaient les politiques économiques de libéralisation du commerce mises en place par les gouvernements des pays du G8 et elles ont influencé ces prêts.

Comme les pays pauvres ne prenaient pas part aux décisions, les politiques de prêt se sont révélées favorables aux intérêts des grandes entreprises, y compris les multinationales de l'agro-industrie, et aux consommateurs des pays du Nord. En fait, ces politiques ont sapé l'autonomie des pays du Sud à produire leurs propres aliments. Des politiques qui garantissaient des prix justes aux agriculteurs et établissaient des filets de sécurité alimentaire pour les populations locales ont dû être changées afin d'obtenir des prêts dont ces pays ne pouvaient plus se passer.

« Violenter la Terre, c'est déchirer les représentations de Dieu, mutiler son visage, profaner sa maison sur la Terre. »

— Norman Habel, théologien

Plusieurs gouvernements du Sud ont dû accepter de nombreux changements afin de satisfaire aux conditions des prêts. Ces pays ont

- ◆ diminué leur appui aux petits agriculteurs.
- ◆ réduit leurs investissements dans la production alimentaire locale.
- ◆ démantelé des systèmes tels que les Commissions de contrôle du commerce qui permettaient de stabiliser les prix des aliments et de garantir des revenus décents aux petits producteurs.
- ◆ encouragé les agriculteurs à remplacer la production d'aliments pour les marchés locaux par la production de cultures d'exportation.

Des règles inéquitables

De nombreux gouvernements de pays du Sud ont mis fin aux subventions qu'ils accordaient aux agriculteurs lorsqu'ils ont ratifié des accords de libre-échange tels que l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), ou lorsqu'ils sont devenus membres de l'Organisation mondiale du commerce. En théorie, ces pays auraient pu obtenir des bénéfices économiques s'ils se spécialisaient dans des cultures de rente plus lucratives. Alors que les pays du Sud ont cessé de subventionner leurs agriculteurs, plusieurs pays membres du G8 ont continué à fournir des subventions élevées à leurs propres agriculteurs. Résultat : des denrées alimentaires de base comme le maïs ou le riz, qui ont permis à des popu-

lations entières de se nourrir pendant des millénaires, pouvaient désormais être achetées à meilleur marché auprès des pays du Nord. Comme leurs produits agricoles n'étaient pas compétitifs avec les denrées d'importation, les petits agriculteurs dans les pays du Sud ont cessé de les cultiver. Beaucoup d'entre eux ont perdu leur terre. Au cours des dernières années, alors que les prix des produits importés ont commencé à augmenter, les habitants de ces pays se sont retrouvés sans réserve alimentaire et sans terre à cultiver pour subvenir à leurs besoins.

Des conséquences néfastes

L'une des conséquences de ces politiques a été une augmentation grandissante de la superficie de terre détenue par l'industrie agro-alimentaire ou par les grands propriétaires terriens. Plus récemment, cette tendance s'est accentuée avec le développement de grandes plantations dans les pays du Sud en vue de produire des agrocarburants pour les pays du Nord. Cela a provoqué le déplacement constant des fermes des petits agriculteurs et des communautés rurales.

- ◆ **Le G8, une abréviation de Groupe des 8, regroupe actuellement les dirigeants des sept pays les plus riches, les plus développés et les plus puissants du monde (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Canada, Japon, Italie). La Russie fait désormais partie du G8.**
- ◆ **Les dirigeants de ces pays se réunissent chaque année lors d'un Sommet qui dure trois jours. À cette occasion, ils annoncent publiquement un plan d'action commun sur des enjeux mondiaux importants, le plus souvent économiques.**
- ◆ **La première réunion a été organisée par le Groupe des 6 en 1975 pour discuter de la crise du pétrole. Le Canada en est devenu membre en 1976.**
- ◆ **Chacun des États membres accueille à son tour le Sommet. Le pays d'accueil définit les sujets à discuter. Ces rencontres sont de bons moments pour les citoyens de faire entendre leurs voix sur ces sujets. Par exemple, les**

« Les populations locales sont chassées de leurs terres pour faire place aux cultures pour les agrocarburants qui occupent de plus en plus d'espace dans le monde entier, qui menacent de détruire leurs cultures en les obligeant à vivre dans des grandes villes. »

– Victoria Tauli-Corpus, Forum permanent sur les questions indigènes de l'ONU. En Indonésie, dans le Kalimantan occidental, selon l'ONU, cinq millions de personnes risquent d'être déplacées à cause de l'expansion des cultures pour les agrocarburants.

Le Canada et le Sommet du G8 de 2010

En juin, le Canada accueillera le Sommet de 2010, dans une région touristique, à Huntsville, en Ontario. En tant que pays hôte, le gouvernement canadien établira les thèmes de cette rencontre. Ce sommet représente une occasion pour le gouvernement canadien d'influencer d'autres membres du G8.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX ainsi que des organisations telles que la *Banque canadienne de céréales vivrières* et *Abolissons la pauvreté* voient ce sommet comme étant le moment approprié de rappeler au gouvernement canadien la nécessité d'accorder la priorité aux besoins des pauvres lors de l'élaboration des politiques agricoles et de leur financement.

Une manière fondamentale pour parvenir à cela est d'augmenter l'appui aux petits agriculteurs et de promouvoir la souveraineté alimentaire dans les pays du Sud.

Laisseé pour compte : le G192

« Tout le G192 doit être impliqué dans la recherche de solutions à l'échelle mondiale qui répondent aux besoins et aux préoccupations de chaque pays, et non seulement à ceux de groupes traditionnellement dominants tels que le G8 qui ne recherchent que leurs intérêts », affirme le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Manuel d'Escoto. Prêtre et représentant du Nicaragua aux Nations Unies, le père d'Escoto parle souvent des 192 États membres de l'ONU comme d'un G192 plus démocratique et plus redevable, par rapport au G8 qui ne rend des comptes à personne. Il demande une plus large représentation à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. « Ce n'est que grâce à la participation de tous les pays que nous pourrions nous assurer que ces politiques bénéficient vraiment à tous, et surtout aux plus vulnérables et aux plus pauvres d'entre nous. »

Le G8 : quelques faits



militants d'*Abolissons la pauvreté* (Make Poverty History) avaient choisi le sommet qui s'est déroulé en 2005 à Gleneagles pour demander d'annuler la dette des pays endettés du Sud. La dernière réunion tenue au Canada, à Kananaskis en 2002, a promis de l'aide à l'Afrique en mettant de l'avant le plan NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique).

- ◆ Des fonctionnaires et des ministres du G8 se réunissent régulièrement pendant l'année pour travailler et se mettre d'accord sur les décisions importantes qui seront annoncées par les dirigeants.
- ◆ Les plus importantes réunions de préparation sont celles des ministres des Finances du G7 (la Russie en est exclue).

LES PAYS DU G8 SONT

... puissants

- ◆ Alors qu'ils ne représentent que 14% de la population mondiale, les pays membres du G8 contrôlent les deux tiers de l'économie mondiale et contribuent à plus

de deux tiers de l'ensemble des dépenses militaires dans le monde.

... influents

- ◆ Ils exercent un contrôle politique et économique considérable sur les institutions internationales, car ils détiennent environ la moitié des votes au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.
- ◆ Ils influencent aussi les politiques de l'Organisation mondiale du commerce.

... non redevables

- ◆ Malgré son pouvoir, le G8 est un cercle informel et il n'est pas tenu de rendre des comptes à quiconque. Les pays pauvres ne sont pas invités, même si les décisions prises les affectent profondément, surtout en ce qui concerne l'accès aux prêts pour le développement.
- ◆ La société civile a critiqué plusieurs décisions du G8, soutenant qu'elles contredisent celles des Nations Unies. Les Nations Unies comptent 192 États membres, incluant les pays les plus pauvres du monde.

« Qui ne contribue pas en toute connaissance de cause à la production de la richesse et, en particulier, à la définition d'un modèle de développement ou aux prises de décisions, ce qui sera accompli et ce qu'elle ou il recevra ne sera rien d'autre que des miettes, qu'une main paternaliste lui donnera. » – Dom Helder Camara, évêque brésilien



Reconnaître l'importance de la souveraineté alimentaire

Le Canada et les pays du G8 pourraient utiliser leurs votes pour influencer des agences internationales importantes comme l'Organisation mondiale du commerce afin de les obliger à adopter les principes suivants concernant les politiques agricoles qui touchent les pays du Sud.

- ◆ Respecter les particularités des traditions, de l'histoire, du contexte et des ressources de chaque pays.
- ◆ Assouplir les politiques nationales sur l'agriculture et le commerce afin de renforcer le secteur de l'agriculture à petite échelle.
- ◆ Accorder une place aux gouvernements dans l'octroi du crédit aux petits agriculteurs et dans la mise en marché de leurs produits, afin d'encourager des prix stables et des profits justes.

Aller à contre-courant

De plus en plus de pays s'entendent pour dire qu'une grande partie de la solution à la crise alimentaire réside dans de nouveaux investissements dans l'agriculture à petite échelle dans les pays du Sud. Cela signifie que nos partenaires auront une chance de pouvoir posséder une terre à eux et d'atteindre la souveraineté alimentaire.

Appuyer les petits agriculteurs

Les pays du G8 peuvent donner des consignes à des agences telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce pour qu'elles appuient des initiatives qui bénéficient aux petits agriculteurs. Toute somme d'argent allouée au secteur de l'agriculture dans les pays du Sud devrait servir à :

- ◆ faire de la recherche dirigée par les petits agriculteurs.
- ◆ améliorer l'état des routes et des marchés.
- ◆ renforcer les organisations d'agriculteurs.
- ◆ développer des techniques agricoles qui protègent l'environnement local, surtout le sol.
- ◆ organiser des sessions de formation pour les petits agriculteurs et les encourager à partager leurs connaissances.
- ◆ promouvoir la propriété foncière et l'accès à la terre.
- ◆ améliorer l'accès des petits agriculteurs aux ressources, au crédit et aux assurances.
- ◆ mettre sur pied des coopératives pour assurer la mise en marché des produits agricoles.

« C'est comme si nous étions des fantômes sur nos propres terres. Nous avons été tellement transpercés par les épines des palmiers à huile que nous sommes presque morts, condamnés à hanter ce qui était autrefois notre propre terre. »

– petit agriculteur indonésien.

Les agrocarburants

Une autre action que les pays du G8 pourraient entreprendre serait de reconnaître le tort que leurs cibles et leurs subventions pour les agrocarburants causent aux populations des pays du Sud.

Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production d'agrocarburants menace le droit à l'alimentation d'au moins trois façons :

- ◆ en faisant augmenter le prix des aliments.
- ◆ en augmentant la concentration de la terre (et donc en privant les petits agriculteurs et les paysans sans terre des moyens d'existence dont ils ont besoin).
- ◆ en causant des problèmes environnementaux.

Une façon simple pour le Canada et les pays du G8 d'appuyer les petits agriculteurs dans les pays du Sud consiste à réduire, voire à éliminer, tout appui et toute subvention des gouvernements pour les agrocarburants. Même si cela dépasse la portée de notre campagne d'automne cette année, de nombreuses organisations de la société civile travaillent sur cette question à l'échelle internationale.

Nous travaillons la terre. Nous luttons pour nos droits.



Développement et Paix

1425, boul. René-Lévesque Ouest, 3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7

Sans frais: 1 888 234-8533

Région de Montréal: 514 257-8711

Courriel: info@devp.org

www.devp.org



Recyclé
Contribution à l'optimisation
responsable des ressources
forestières.
Cert no. SW-COC-001326
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

ED9-F5 (Available in English)

